

Les paysans ou « les mal connus » de la Résistance?

Inconnus de la Résistance, l'expression serait sans doute exagérée, mais mal connus, certainement, peut-être même mal aimés. Derrière cette méconnaissance, se pose la question de leur participation à la Résistance et se cachent aussi plusieurs idées reçues les concernant. D'un côté, on leur reproche de s'être enrichis pendant la guerre, d'avoir affamé les citadins, de s'être montrés égoïstes, d'avoir profité du régime de Vichy¹ ; de l'autre côté, d'autres clichés font florès sur leur générosité, leur solidarité, les risques encourus et acceptés. Ce sont parfois les mêmes personnes qui prononcent ces sentences contradictoires. Ces quelques images toutes faites permettent de rappeler, les contradictions, les ambiguïtés des paysans pendant la période 1940-1944 ; contradictions qui ne leur sont pas spécifiques, on les retrouve chez la grande majorité des Français, quel que soit leur milieu, leur éducation. Ces clichés, ces ambiguïtés sont en outre encore accentuées par le terme même de paysan et par celui de Résistance ; l'un et l'autre recouvrent des réalités souvent très différentes. Le paysan dans sa définition la plus simple et la plus banale est celui ou celle qui travaille la terre, terme générique et définition que l'on peut adopter d'autant plus facilement (même si ce n'est pas pleinement satisfaisant) que les sources sur la Résistance et sur la période en général ne permettent guère de distinguer entre les catégories de paysans (sauf par le contexte régional et encore!) si bien que ceux désignés ici comme paysans peuvent aussi bien appartenir aux classes moyennes comme relever du prolétariat agricole. En effet, les agriculteurs ne constituent un monde homogène qu'en apparence ce qui peut compliquer ou brouiller l'image du monde paysan. Quoi de commun entre le grand céréalier de la Beauce, l'ouvrier agricole, le petit vigneron ou le petit parcellaire du Var ou de Bretagne, le paysan des régions de plaines, de montagne ou encore de bocage, etc.? Aussi, en utilisant le terme de paysan ou d'agriculteur, on n'oubliera pas la diversité même de leur situation encore accentuée après l'armistice par le découpage de la France en de multiples zones à statut différent. Quant à leur participation à la Résistance, elle est soit confondue avec les maquisards, soit déniée. Or, à la veille de la guerre, les paysans constituent encore près du tiers de la population active française, mais avec de fortes disparités régionales, c'est ainsi qu'au sud de la ligne St Malo - Genève, pratiquement un actif sur deux est un paysan. Cette considération numérique justifie presque à elle seule les interrogations suscitées par cette quasi - absence du monde paysan en tant que sujet à part entière dans l'historiographie et inversement son omniprésence au détour d'un paragraphe. Rares sont les historiens qui traitent des paysans en tant que tels pendant la guerre ; le seul ouvrage à notre connaissance qui en France ne traite que du monde paysan pendant la guerre, porte sur la Corporation Paysanne et c'est bien souvent sous ce seul angle qu'il est évoqué². Sans prétendre renouveler le sujet, mais à la lumière des colloques récents de Toulouse et de Rennes³, il s'agit ici de faire le point de nos connaissances et de notre réflexion sur ce sujet, les avancées et les zones d'ombre de la recherche qui sont aussi celles de l'historiographie de la Résistance en France.

Pendant longtemps, sur la composition sociologique de la Résistance, deux idées-clés ont dominé : l'une pour qui la Résistance est interclassiste, toutes les classes sociales ayant participé à la Résistance, l'autre pour qui la Résistance a été ouvrière⁴, les sources disponibles rendant le débat encore plus difficile. Il ne s'agit pas dans cette communication de trancher mais d'apporter

¹ Dont certains thèmes de la Révolution Nationale étaient incontestablement destinés à les séduire.

² Cf. BOUSSARD (Isabel), *Vichy et la Corporation Paysanne*, PFNSP, 1980, 414p.

³ Le colloque international de Toulouse s'intitule « La Résistance et les Français. Histoire et mémoires. Le Midi et la France » (16-18 décembre 1993) et le colloque international de Rennes « La Résistance et les Français. Le poids de la stratégie, Résistance et société » (29 septembre 1994 - 1er octobre 1994).

⁴ Cf. « First International Conference of the history of the Resistance Movements », *European Resistance Movements*, Pergamon Press, 1960, p.55 et cf. JOANNES (Victor) et WILLARD (Germaine), « La Résistance française et la seconde guerre mondiale », *Cahiers du communisme*, juillet - août 1965, p.72.

un élément et une interrogation de plus à l'édifice de cette histoire de la Résistance encore en construction malgré une bibliographie et une historiographie abondantes⁵.

Les paysans : victimes des sources des historiens de la Résistance?

Les sources dont disposent les historiens de la résistance sont à la fois nombreuses et lacunaires, officielles et privées, contemporaines et postérieures aux faits et finalement fort disparates ; cette diversité et cette disparité se ressentent encore plus fortement pour les études sur le monde paysan. Les premières études sociologiques de la Résistance⁶ se sont fondées sur la principale source accessible à savoir les fiches C.V.R. qui sont loin d'être fiables⁷ ; en particulier, elles sous-estiment la résistance non organisée ainsi que les engagements dans la résistance intervenus après le 6 mars 1944 ce qui évidemment écarte la quasi - totalité des maquisards et, *de facto*, tous ceux qui gravitent autour des maquis, essentiellement les paysans. Ces derniers sont quasiment inconnus dans les fichiers C.V.R., l'historien peut certes se tourner soit vers les listes des nombreuses associations d'anciens résistants, maquisards, etc., soit vers celles recensant les membres des réseaux (généralement plus urbains que ruraux), complémentaires, elles aussi donnent une vue partielle sur les composantes sociales de la Résistance. Quant aux archives publiques françaises ou allemandes, lorsqu'elles évoquent l'attitude des paysans, c'est principalement dans leur fonction de producteur et de sa plus ou moins grande bonne volonté à livrer ses récoltes ; les divers responsables administratifs en déduisent leur état d'esprit avec plus ou moins de bonheur. L'attitude des paysans vis-à-vis de la Résistance y apparaît en creux. Enfin, il reste les témoignages oraux, généralement péremptaires : « sans eux, on n'aurait rien fait, ils ont été formidables » ou « ils ont dénoncé, se faisaient payer, etc. » et qui par nature évoluent avec le temps quant aux appréciations qu'ils donnent.

Quelles que soient les sources, elles sont toutes incomplètes, imparfaites même si elles peuvent se compléter. Toutes minorent peu ou prou le rôle des paysans ou le déforment. Faute de pouvoir mesurer, soupeser (ce qui relève presque de l'histoire-fiction pour l'ensemble de l'histoire de la Résistance étant donné les fluctuations quasi-permanentes des effectifs et les incertitudes des sources), l'historien doit revoir sa problématique, son angle d'approche et se poser d'autres questions ; il laissera alors de côté la sacro-sainte question des effectifs ou la notion de date d'entrée dans la résistance qui ne correspondent guère à la réalité vécue, mais en revanche il devra s'inquiéter de l'évolution de l'opinion, des modes d'intervention, d'action, du fonctionnement même de la Résistance et de ses besoins, etc.

Enfin, si les sources sont une des causes de cette « sous-représentation » des paysans évoquée dans l'historiographie de la résistance française, il en existe d'autres, et tout d'abord le sens donné au mot résistance, la définition de la résistance.

Qu'entendre par Résistance ?

Fondamentalement, la définition de la Résistance et plus encore celle du Résistant sont au cœur de la problématique actuelle des historiens. Tous sont parfaitement conscients de sa diversité, de sa complexité, des niveaux d'action et surtout du poids de *Chronos* et du cheminement éminemment personnel qui conduit à l'action résistante, quelle que soit celle-ci.

Les colloques de Toulouse et de Rennes pour n'évoquer que les travaux les plus récents ont montré à la fois la difficulté à définir la Résistance et le Résistant ainsi que la nécessité de

⁵ Cf. GUILLON (Jean-Marie), « La Résistance, 50 ans et 2 000 titres après », communication au colloque international de Toulouse.

⁶ Cf. GIRARD (J.), *La Résistance dans les Alpes-Maritimes*, Nice, 1973, 3 vol. Dactylog. ; ma thèse de 3ème cycle soutenue en 1978 *La Résistance en Ille-et-Vilaine*, Rennes, PUR, 1993, 322p. et mon article « Sociologie de la Résistance : quelques aspects méthodologiques et leur application en Ille-et-Vilaine », dans *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale*, janvier 1980, p.33-74.

⁷ Elles correspondent aux demandes faites par les anciens Résistants pour obtenir leur carte de Combattant Volontaire de la Résistance (CVR), démarche individuelle qui répond à des critères administratifs précis. Voir la critique de cette source dans ma thèse p.11-13 et l'article cité p.33-35.

préciser sans cesse ce que l'on entend par ces termes, dès lors que l'on tente de caractériser certains de ses aspects. Par exemple, être résistant est-ce uniquement le fait d'appartenir à un réseau, à un mouvement, à un maquis, bref à la résistance organisée, n'est-ce pas aussi une aide ponctuelle, fréquente⁸? Dès lors, le questionnement sur la sociologie de la Résistance ne peut être que prudent et diversifié. Ainsi, lorsqu'il y a une quinzaine d'années j'évoquais dans ma thèse, puis dans un article la « sous-représentation » des paysans, j'avais cette expression avec prudence, consciente des limites de mes sources et de la définition restrictive qu'elles donnent de la Résistance, considérée uniquement sous l'angle de la Résistance organisée⁹. Il ne fallait évidemment pas utiliser cette notion de manière réductrice et hors de son contexte critique ; cette notion de « sous-représentation » des paysans est trop souvent reprise comme une vérité d'évidence ou à l'inverse totalement rejetée oubliant l'appareil critique. La réalité résistante est plus complexe et ne mérite pas un tel traitement réducteur. Pour traiter et comprendre l'ensemble de l'attitude des paysans dans la Résistance française, il faut envisager la Résistance dans sa globalité. Aussi pour tenter d'appréhender globalement la Résistance, les historiens font appel à plusieurs images ou concepts : une ou des résistances, a-organisationnelle, organisationnelle, pyramidale, par cercles successifs, Résistance - mouvement, Résistance - organisation,¹⁰. Ce débat sur la définition de la Résistance en recouvre d'autres qui le sous-tendent et prennent en compte les risques de téléologie. Parmi les principaux points soulevés se trouvent le mode et le type d'action résistante analysés à l'aide de notions que l'on peut présenter en binômes qui ne sont pas obligatoirement antinomiques : intermittence/continuité de l'action, action individuelle/action organisée, opinion/action, engagement précoce/engagement tardif (mais en s'engageant dans la résistance en juillet 1944, on ne savait pas si le combat s'achèverait dans quelques jours ou plusieurs mois tard). Ces approches renouvelées permettent de mieux connaître comment s'effectue le processus d'appartenance à la Résistance et au-delà elle permet de comprendre la spécificité des relations entre les paysans et la résistance et quelle est leur place réelle. La conception plus ou moins large de la Résistance, la prise en compte de tel ou tel critère chronologique, etc. ont des répercussions sur la perception de la Résistance que peuvent avoir les historiens. Enfin, se trouve mieux pris en compte ce qui est la vraie spécificité de la Résistance à savoir qu'elle est le résultat de décisions individuelles ; sans s'interdire de travailler sur les catégories sociales à l'oeuvre dans la Résistance, il ne faut pas perdre de vue en effet le caractère éminemment individuel de « l'entrée en Résistance » et par conséquent son caractère non linéaire.

Fondements de l'évolution de l'opinion des paysans

Comme pour toute cette période, le poids de l'environnement est essentiel en raison de la diversité des situations nées de l'armistice. De ce fait, les réactions des paysans ne sont pas partout identiques ni même simultanées, elles varient dans le temps et dans l'espace. Malgré tout, on peut repérer quelques traits communs ainsi que des facteurs favorisant une adhésion au régime de Vichy ou au contraire éloignant les paysans de celui-ci.

Quelle que soit la zone ou le type d'occupation, l'hostilité à l'Allemagne est générale dès juin 1940 ; en cela, les paysans ont des réactions conformes aux Anciens Combattants de 1914-1918 qu'ils sont pour la plupart d'entre eux. Cependant, cette hostilité n'a pas la même force, ni la même capacité à s'exprimer selon que l'on est en zone occupée, dans le Nord, en Alsace ou dans la zone sud.

Dès 1940, les paysans sont germanophobes en zone occupée et dans la zone interdite à l'Est comme sur la côte, ce sentiment y est d'autant plus fort que la présence occupante est plus

⁸ Cf. ma communication au colloque de Toulouse « Les débuts de la Résistance en zone occupée : essai de typologie », préactes, p.97-106.

⁹ Je renvoie à ma critique des sources ainsi qu'à mes remarques et aux questions posées alors par cet aspect de la composition sociale de la Résistance dans *La Résistance en Ille et -Vilaine*, op. cit., p.105.

¹⁰ cf. ma communication à Toulouse et au colloque de Rennes, celles de F. Marcot, « Le monde rural et la Résistance : des relations ambiguës et contradictoires, l'exemple franc-comtois », de J. - M. Guillon, « La Résistance au village », de M. Boivin et J. Quellien, « La Résistance en Basse-Normandie ».

dense. En zone sud, même si la germanophobie existe en raison de la Grande Guerre, elle ne trouve pas à s'exercer directement avant l'occupation soit de novembre 1942, soit de septembre 1943. A vrai dire, ces différences sont aussi sensibles à l'intérieur d'une même zone¹¹ car à l'intérieur même de la zone occupée, si certains villages (en particulier près de la ligne de démarcation ou près des côtes) subissent la présence permanente de l'occupant, la plupart ne le voit qu'occasionnellement, voire pas du tout. L'occupation est tout aussi urbaine (et côtière) que la Résistance, surtout à ses débuts. Si cette germanophobie est générale, elle n'induit ni action résistante individuelle (sans parler d'une résistance organisée en 1940!), ni un rejet du régime de Vichy ; toutes les réactions intermédiaires sont alors possibles. Ce sentiment primaire, épidermique est le fondement même et la base commune sur lesquels s'appuie l'attitude des paysans entre 1940 et 1944. D'emblée, face aux trois éléments - clés de la nouvelle situation créée par la défaite, les réactions des paysans ne sont pas unanimes tout comme dans le reste de la population. Outre, il a fallu d'autres facteurs pour pousser à son paroxysme le mécontentement des paysans et les conduire à la résistance ponctuelle ou continue. Le chemin est ponctué d'étapes cruciales avec des interactions multiples. Si les réactions d'hostilité face à l'occupant allemand sont immédiates en 1940, l'attitude par rapport au régime de Vichy et plus encore par rapport à Pétain est souvent au contraire très favorable à cette date, mais c'est dès la fin de l'année que l'on assiste à un détachement progressif, en particulier en zone occupée.

En 1941, voire dès 1940, le mécontentement des paysans en zone occupée est dirigé contre les impositions et les réglementations multiples et tatillonnes qui ne cessent de s'aggraver. Ainsi, en zone occupée, les réquisitions directes effectuées par l'occupant, par exemple celle de chevaux en janvier 1942 et dans les mois suivants ou l'obligation de rendre impraticables certains terrains cultivables dans les départements côtiers¹² accroissent le mécontentement des paysans. Ce dernier est certes un signe de germanophobie mais il est aussi un reflet de la mentalité des paysans, peu amène à l'égard de ce qui vient de l'Administration quelle que soit celle-ci¹³ ; entre 1940 et 1944, le Ravitaillement général symbolise celle-ci. Ce service est accusé de livrer aux Allemands et non à la population française. C'est en partie un prétexte pour ne pas livrer la totalité des impositions et pour justifier cette attitude et les rapports de préfet de zone occupée insistent tous sur cet argument donné par les paysans, et tous évoquent l'égoïsme des paysans, voire leur cupidité en stockant pour vendre aux Allemands ou au marché noir. Même en tenant compte d'une part d'exagération chez les préfets, il est probable que les deux sentiments ont pu cohabiter chez le même individu.

Si la germanophobie et ce mécontentement croissants envers le Ravitaillement général sont des traits constants et révélateurs de la mentalité paysanne, mais d'une intensité variable, entre 1940 et 1944, d'autres facteurs sont repérables dans la constitution de l'opinion des paysans, en particulier leur attitude vis-à-vis de Pétain. Le mythe Pétain tel que P. Servent l'a décrit¹⁴ fonctionne très bien auprès d'eux ; ils intègrent ainsi parfaitement l'idée qu'il n'y a pas plus « Français que lui » (maréchal de France, vainqueur de Verdun). Le « vainqueur de Verdun » bénéficie d'une aura exceptionnelle auprès des paysans qui appartiennent principalement à la génération du feu de la Grande Guerre (les plus jeunes sont prisonniers de guerre) et qui sont presque tous passés par Verdun avec la plus grande partie de l'infanterie française. Pétain est aussi fils de paysan et incarne d'une certaine façon le monde rural tout comme de Gaulle incarne le monde des villes. Les paysans sont pétainistes en 1940 et le restent plus ou moins profondément quasiment jusqu'à la fin ; Pétain garde longtemps une aura certaine qui transcende les zones et dépasse le régime de Vichy.

La fidélité des paysans au régime de Vichy n'a pas la même constance et est nettement influencée par le passé politique, le tempérament politique de chaque région, de chaque

¹¹ en mettant à part le cas de l'Alsace.

¹²ADIV -43 W 9 - synthèse des rapports des préfets de zone occupée respectivement en janvier et en avril 1942.

¹³ et c'est là une tradition qui appartient à la longue durée, par - delà les régimes politiques.

¹⁴ cf. SERVENT (Pierre), *Le mythe Pétain : Verdun ou les tranchées de la mémoire*, Payot, 1992, 283p.

commune et par les répercussions concrètes sur la vie des paysans. En effet, l'adhésion ou le rejet du régime de Vichy par les paysans est liée à ce qu'ils en perçoivent. Une lecture des relations Vichy / paysans qui oublierait le caractère cloisonné, fermé du monde rural et les moyens d'information de l'époque commettrait des erreurs d'interprétation. Ces derniers sont limités. Dans le monde rural de l'époque, l'information pénètre peu et par bribes en raison de l'éloignement, de la dispersion de l'habitat, du relief ; la presse écrite n'est guère lue que pour les renseignements qu'elle donne sur la vie quotidienne. Quant à la radio, quand elle existe, on ne peut pas toujours bien la capter¹⁵ et on ne croit guère les radios françaises ; l'on écoute plus volontiers les radios étrangères : la radio suisse dans les régions frontalières ou la BBC ailleurs. Dans ce contexte, le paysan est peu informé et souvent peu intéressé par les méandres du régime de Vichy dont l'impact sur lui reste limité. Si le concept de Révolution nationale en lui-même n'a guère de portée dans le milieu paysan, en revanche le cléricanisme de Vichy, les thèmes agrariens glorifiant la terre et le retour à la terre, valorisant le travail agricole le flattent et ce, d'autant plus, après une période où il s'est senti méprisé, marginalisé.

Le cléricanisme de Vichy, sa lune de miel avec l'Église catholique jusqu'en 1942 ne peuvent qu'avoir des répercussions importantes dans les campagnes catholiques à forte pratique religieuse qui voient ainsi confortées leur sens de la légitimité du pouvoir, réunissant le pouvoir politique et le pouvoir religieux au début du régime¹⁶. Dans ces campagnes là, la force de l'adhésion au régime est fortement liée au comportement des clercs par rapport à celui-ci. Quant à la Corporation paysanne, elle n'est pas forcément accueillie avec enthousiasme ; le rapport de force antérieur à la guerre est très prégnant et détermine cet accueil. Le discours agrarien de la Corporation Paysanne est plutôt bien accueilli, quand il est connu des paysans. En revanche, la mise en place de celle-ci et en particulier la désignation des syndicats sont révélateurs de la conception notabiliaire qui préside à son établissement. En effet, les mêmes notables qui dirigeaient les syndicats d'agriculteurs avant la guerre, sont à la tête de la Corporation Paysanne. La mainmise croissante de l'État sur la Corporation qui perd le peu d'autonomie qu'elle avait, la prise de conscience par les paysans, dès 1942, que la Corporation Paysanne sert la « politique » du ravitaillement de Vichy et par là tout le circuit des prélèvements, font que les paysans ne la considèrent bientôt plus que comme un mal nécessaire. S'ils ont été vichysois et pétainistes, en 1942 ils s'éloignent du régime mais restent plus ou moins profondément pétainistes.

Le détachement vis-à-vis du régime s'accélère quand les causes de mécontentement croissent. Le milieu rural est un monde encore peu mécanisé (à l'exception des grandes plaines du bassin parisien) ; les exploitations sont souvent petites pratiquant une économie de subsistance. Dans le milieu montagnard, dans le pays bocager, les échanges commerciaux sont relativement limités (comparativement avec l'industrie). Or, l'occupation par ses prélèvements nécessite l'organisation du rationnement et de la répartition de la production par des voies administratives et non selon le principe du libre-échange. Cette nouvelle organisation bouscule la géographie habituelle des échanges qui ne suit pas obligatoirement les limites administratives. En même temps, elle fait apparaître deux clientèles bien distinctes et aux moyens disproportionnés : d'un côté, une clientèle qui paie bien (l'occupant et les gros trafiquants de marché noir), de l'autre une clientèle appauvrie, souvent affamée mais aux moyens limités. La tentation alors est grande pour un monde rural souvent mal considéré par les citadins et plus pauvre que ces derniers, de vouloir renverser la tendance en profitant des circonstances pour prendre plus ou moins consciemment sa revanche. Mais le monde paysan ne présente pas ce seul visage de profit, il supporte aussi des charges qu'ils considèrent comme de plus en plus lourdes du fait de l'occupation et que le régime de Vichy relaie. Parmi celles-ci, et concernant les deux zones, on peut repérer : le STO qui touche entre autres la totalité de la classe 42 y compris les agriculteurs, les réquisitions pour garder les

¹⁵ La radio nationale (celle de Vichy) est mal captée en Bretagne ce dont se plaignent les préfets.

¹⁶ Les études sur la Franche-Comté, la Lozère, l'Aveyron, la Bretagne insistent toutes sur cet aspect. Cf. Les communications au colloque de Rennes de F. Marcot, de Christian Font « Les paysans et la Résistance, le modèle aveyronnais? », de Patrick Cabanel « Les Églises, les paysans et la Résistance. L'exemple des Cévennes et la Lozère » et mon ouvrage *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, Rennes, Ouest-France/Mémorial de Caen, 1994, 219p.

voies ferrées, le poids croissant des prélèvements sur la production, des réquisitions de chevaux, de matériel, dans les régions côtières, les réquisitions d'hommes en 1944 pour construire le « mur de l'Atlantique ». Aussi, à partir de 1943, les paysans sont mûrs pour être réceptifs à toute action susceptible de les délivrer de l'occupation et de ses conséquences même s'ils s'inquiètent des conséquences que pourraient avoir les combats de la libération, ce qui rend leurs relations avec la Résistance d'autant plus complexes.

Les paysans et la Résistance : vers l'intégration?

Cette germanophobie, cet éloignement croissant vis-à-vis de Vichy ne se manifestent pas toujours explicitement ; les occasions sont plus rares qu'en ville et la densité de l'occupation y est généralement plus faible. Beaucoup de paysans ne voient guère d'Allemands ou d'Italiens et dans ce cas, les contacts directs étant occasionnels, les possibilités d'action résistante restent limitées. En revanche, ceux dont les terres sont à proximité d'un lieu de passage (côte, lignes de démarcation) ou à cheval sur deux zones sont *a priori* mieux placés pour pouvoir accorder une aide ponctuelle dans le cadre de ce que F. Bédarida appelle « la résistance humanitaire »¹⁷. Ainsi, les jurassiens situés à la frontière entre la zone occupée, la zone interdite, la zone non occupée et la frontière suisse, ont une position « privilégiée » qui les amène très vite à aider au coup par coup tel ou tel évadé, persécuté ou réfugié pour l'héberger, le ravitailler, lui faire passer la ligne¹⁸. Le phénomène est identique tout le long de la ligne de démarcation. Près des côtes bretonnes ils fournissent l'hébergement, le ravitaillement ou indique le « marin-passeur », l'emplacement des forces allemandes, les lieux à éviter en particulier aux premiers évadés vers l'Angleterre et aux premières missions britanniques ou de la France Libre en 1940 et 1941. Dès ce moment-là, en fonction de la situation locale et surtout en fonction des besoins de la Résistance ou des besoins des réfugiés et des persécutés, les paysans sont présents ; nous rejoignons là tout à fait cette idée d'une Résistance fonctionnelle¹⁹ dont les liens avec tel ou tel milieu se développent en fonction de ses objectifs et de ses besoins qui naturellement évoluent dans le temps. La Résistance est une organisation humaine, elle n'est pas sortie toute prête de l'imagination des hommes de la résistance, même au niveau de Londres. La Résistance tant intérieure qu'extérieure s'est élaborée avec des tâtonnements ; le bel organigramme (sur le papier) de 1944 est le résultat d'une construction artisanale et non préfabriquée! Dès lors, ce « fonctionnalisme » de la Résistance (F. Marcot) explique la rareté des paysans au début de l'occupation et leur présence plus importante en 1944. En 1940-41, les paysans n'avaient à intervenir pratiquement que pour les passages des lignes et les évasions vers l'étranger (Angleterre, Suisse ou Espagne). La Résistance n'avait alors besoin d'eux qu'exceptionnellement.

C'est la ruralisation progressive de la Résistance qui la conduit à pénétrer peu à peu le milieu rural. Ce mouvement vers la campagne commence réellement avec les premiers parachutages quand la recherche de terrains incite à disposer d'appuis en milieu rural. Ces parachutages sont encore rarissimes, même si l'année 1942 voit à la fois des parachutages de matériel, d'hommes et les premiers atterrissages de *Lysander*. C'est en fait avec les parachutages d'armes et la création du BOA au printemps 1943 que le lien avec le milieu rural devient plus fort. Mais, au-delà des parachutages, en 1942 et plus encore en 1943, se produit un vrai renversement de tendance, on assiste à une conquête progressive des paysans par la Résistance. De l'ignorance, le pas est franchi qui mène à la complicité. Plusieurs facteurs se conjuguent en ce sens en 1942 et 1943.

La population dans son ensemble est lasse de la guerre et ne semble tenir que par l'espoir d'un débarquement. Or, en 1942, la Relève, les arrestations de juifs avec les rafles de l'été 1942 dans les deux zones, puis le débarquement des Alliés en Afrique du Nord cristallisent non plus un simple mécontentement mais une véritable opposition à l'occupant et au régime du Vichy y

¹⁷ Cf. « L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain », *Vingtième siècle*, juillet 1986, p.88.

¹⁸ Cf. la communication de F. Marcot au colloque de Rennes. Cependant, tous les passeurs ne le font pas gratuitement et dans ce cas ne peuvent être considérés comme des Résistants même potentiels ; ils courent certes un risque mais pour l'appât du gain.

¹⁹ Cf. la communication de F. Marcot au colloque de Rennes.

compris chez les paysans. Dans les deux zones, et en particulier en zone sud où beaucoup de juifs s'étaient réfugiés, l'annonce des arrestations entraîne un mouvement de solidarité et le développement d'une « Résistance humanitaire » avec des organisations d'aides aux juifs qui ont besoin de refuges dans le monde rural ; si les Cévennes y retrouvent une vieille tradition, d'autres campagnes deviennent lieu de refuge pour les juifs persécutés avec l'aide des paysans. Dans cette nouvelle implantation de la Résistance, on retrouve ce caractère fonctionnaliste évoqué plus haut et l'appel à un trait important de la mentalité paysanne à savoir la solidarité.

L'occupation de la zone sud est aussi un élément déterminant même s'il n'est un choc que par rapport à l'occupation allemande plus brutale que l'occupation italienne²⁰. Elle avive le mécontentement des paysans et accroît l'afflux des réfugiés et surtout des persécutés fuyant la répression accrue dans les villes.

Le STO avec son cortège de réfractaires contribue aussi dans les deux zones à pousser la Résistance à chercher des relais dans le monde rural. C'est incontestablement en 1943, parfois un peu plus tôt, ailleurs un peu plus tard que s'effectue la ruralisation de la Résistance²¹. La participation des paysans à la Résistance devient plus visible, quelle que soit la forme prise par celle-ci. Le développement des maquis et les débarquements de Normandie et de Provence accentuent ce phénomène. En 1943 et 1944, l'entrée des paysans dans la mouvance de la Résistance est progressivement suivie d'une entrée dans la Résistance organisée.

De la germanophobie et du mécontentement, les paysans sont passés à une attitude non plus passive mais active et dans le cadre d'un processus conduisant d'actes isolés à un phénomène plus « massif » à partir de 1943 c'est-à-dire que jamais ils ne s'étaient sentis aussi concernés, eux dont l'engagement politique (autre que le bulletin de vote) était rare avant la guerre.

La Résistance des paysans est-elle spécifique?

Comme tous ceux qui vont appartenir ou non à une organisation de Résistance, les paysans ont d'abord une pratique a-organisationnelle²² c'est-à-dire qu'il s'agit de gestes, d'actions qui ne s'inscrivent à l'origine dans aucun réseau, mouvement ou maquis. Cependant, cette pratique résistante a-organisationnelle des paysans ne s'appuie pas sur les mêmes actions que dans les villes pour des raisons évidentes. Si, ici et là, le 11 novembre est célébré, voire le 14 juillet en zone occupée, il ne s'agit ni de manifestations de rues, ni de sifflets aux actualités cinématographiques, mais c'est parfois leur présence lors d'enterrement d'aviateurs alliés tombés sur le sol français ou ces fleurs sur la tombe de la mère du général de Gaulle à Paimpont en Bretagne²³ ; ce sont aussi ces aides ponctuelles pour passer la ligne de démarcation, la frontière suisse, la ligne de la zone interdite, et ceci dès 1940 ; dans les zones côtières, ce sont des renseignements sur l'emplacement des installations côtières allemandes. C'est aussi le refus de livrer à l'occupant tout ce qui est lié à son outil de travail ou à sa production, non en refusant totalement mais en sous-évaluant. Toutefois, comme on l'a vu, cette dernière attitude peut être ambivalente.

L'aide fournie par les paysans dans les zones - refuges (Cévennes, moyenne montagne, etc.) est bien connue et cela dès la défaite. D'abord spontanée, elle s'intègre peu à peu dans une résistance organisée (organisations d'aide aux juifs et mouvements de Résistance). Cette « Résistance humanitaire » est caractéristique de l'action des paysans ; elle permet la superposition tout au long de l'occupation des deux formes de résistance, a-organisationnelle et organisationnelle. C'est sans doute dans ce type d'action résistante qu'ils sont les plus nombreux.

²⁰ Cf. GUILLON (Jean-Marie), *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique*, thèse d'Etat, Aix, 1989, p.188.

²¹ Par exemple, en Ille-et-Vilaine, elle est encore timide en 1942 ; en 1943, la Résistance se diffuse partout (cf. *La Résistance en Ille-et-Vilaine*, p.143-144).

²² Cf. ma communication à Toulouse.

²³ Elle est décédée en juillet 1940 en Bretagne où elle s'était réfugiée ; elle avait pris son nom de jeune fille de Maillot, mais les habitants connaissaient son identité véritable et ils fleurirent sa tombe aux couleurs tricolores après son enterrement et régulièrement pendant toute l'occupation.

On ne comprend que mieux les difficultés à saisir leur rôle puisqu'il est centré sur une activité qui est fortement individuelle et donc peu « comptabilisable » par les historiens!

Ils participent aussi à d'autres formes de résistance organisée. Ce sont les passeurs-paysans qui le plus vite s'intègrent dans une résistance organisée parce qu'ils appartiennent à une filière d'évasion peu à peu constituée, véritable réseau qui s'intègre aux réseaux d'évasion de la France Libre ou du SOE.

La dernière forme d'action résistante n'est pas forcément postérieure à la précédente, c'est l'implantation, le développement à partir de 1943 - 44, des groupes armés : réseaux d'action du SOE, maquis combattants. En effet, en raison de la répression croissante, des besoins en renseignements mais plus encore parce que la Résistance est appelée à aider les Alliés lors d'opérations militaires à venir, celle-ci se tourne vers le monde rural. C'est ainsi que les réseaux d'action du SOE dont le but est de développer les actions de sabotage en attendant d'entrer en guérilla s'implantent dans le monde rural ; c'est le cas du réseau *Parson* en Ille-et-Vilaine dont près du cinquième des membres sont des paysans nettement engagés dans le réseau sans compter tous ceux qui gravitent autour. Dès lors, dans ce département -mais on retrouve le même phénomène ailleurs- la Résistance après s'être diffusée le long des voies de communication, s'étend dans des campagnes jusque là imperméables²⁴. Suivant les régions c'est à peu près au même moment que les maquis-refuges se transforment pour certains d'entre eux en maquis-combattants. Ces maquis d'ailleurs, quels qu'ils soient, sont très mobiles et ont des effectifs très fluctuants. Cette mobilité même fait que l'appui de la population paysanne leur est encore plus nécessaire. Toutefois, cet appui est parfois spontané, parfois sous la contrainte ou dans le cadre d'intérêt bien compris ; la proportion entre ces trois possibilités est impossible à évaluer et de plus elle n'est pas stable ni géographiquement, ni dans le temps. Si on ne peut douter de la sympathie en faveur de la Résistance et donc de l'appartenance à la mouvance résistante (même a-organisationnelle) des paysans qui hébergent et ravitaillent spontanément, pour ceux qui ne cèdent qu'à la menace ou à un rapport de force on peut en douter. Mais les paysans ne se contentent pas d'héberger ou de ravitailler, certains prennent les armes, généralement les plus jeunes menacés par le STO ou les diverses réquisitions.

Les semaines de la Libération entraînent une implication encore différente de la part des paysans. En général ils accroissent leur aide aux FFI-FITP et parfois ils participent directement aux combats. Là encore, leur attitude vis-à-vis de la Résistance et réciproquement est tributaire des conditions de la libération dans leur région. L'action résistante des paysans est spécifique par rapport à l'ensemble de la Résistance puisqu'ils sont plus tournés vers la « Résistance humanitaire », mais à l'intérieur même de la Résistance, chaque catégorie sociale a plus ou moins sa spécificité (cf. les cheminots, les ingénieurs, ...) en cela ils ne sont pas différents.

En fait, le rôle des paysans est fortement dépendant de la définition de la Résistance et du poids accordé à la Résistance organisée et à la Résistance a-organisationnelle dans laquelle les paysans sont nombreux. Or, la Résistance n'aurait pu participer aux combats de la Libération sans être une organisation ayant un objectif déterminé, mais elle n'aurait pu survivre sans cette Résistance a-organisationnelle qui fournit une logistique essentielle.

L'appréciation du rôle des paysans dans la Résistance dépend aussi du « tempérament politique » cher à Siegfried. Le passé politique et religieux, ancré dans le temps long, favorise une tendance à adhérer ou au contraire à rejeter le régime de Vichy dès 1940 ; la conjoncture peut conduire à transformer radicalement cette première réaction. Les relations des paysans avec la Résistance, la chronologie de celles-ci s'inscrivent dans ces deux durées où elles finissent par se croiser.

Jacqueline Sainclivier
Université de Rennes2

²⁴Cf *La Résistance en Ille-et-Vilaine*, p.201-206.